

Les 12 et 13 septembre

# Le Cercle des économistes évalue le plan de relance et la situation économique en France et dans le Monde

## Rencontres économiques d'Aix-en-Provence 2020 : Les Conclusions

<b>Introduction</b>	2
<b>Les quatre enjeux du monde de demain</b>	3
<b>#1</b> Retrouver la croyance dans le progrès	4
<b>#2</b> Éviter la fracture sociale entre les détenteurs de patrimoine et les ménages reposant sur les revenus du travail	5
<b>#3</b> Inventer un nouveau modèle européen	5
<b>#4</b> Financer l'économie de long terme	6
<b>Nos propositions pour compléter le plan France Relance</b>	7
<b>#1</b> Priorité à la jeunesse	9
<b>#2</b> Redonner à l'Europe et à la France un leadership technologique	9
<b>#3</b> Financer les TPE, PME et ETI	10
<b>#4</b> Réorganiser la dépense publique	10
<b>#5</b> Réinjecter l'épargne dans le circuit économique	10
<b>#6</b> Prévenir une nouvelle crise sociale	10

## **Introduction : rétablir la confiance**

La France est à un tournant de son Histoire. Les décisions que nous prenons en cette fin d'été 2020 conditionneront notre environnement économique et social pour les décennies à venir. Il nous est donc essentiel de comprendre où nous en sommes et où nous voulons aller.

Après une première étape de réponse d'urgence à la crise vient celle du plan de relance, de la mise en place d'une stratégie qui doit donner à la France l'impulsion pour relancer l'activité à court terme et transformer son modèle économique dans le plus long terme. C'est l'objet du plan France Relance présenté par le gouvernement le 3 septembre.

Ce plan, d'une ambition inédite, est essentiellement composé de mesures tournées vers l'offre. Or, malgré les montants conséquents mis à l'œuvre, le plan ne saurait suffire en soi. Pour le comprendre, nous devons nous tourner vers l'un des courants de pensée les plus importants des sciences économiques, les post-keynésiens. Ces derniers mettent en évidence qu'une relance de l'offre serait vaine si elle ne s'articule pas dans un dialogue avec la demande, créant alors un cercle vertueux de la relance.

Il nous faut donc rétablir la confiance pour installer ce dialogue entre l'offre et la demande et donner une réalité à la reprise. Rétablir la confiance pour que les ménages profitant des milliers de créations d'emplois, des formations et des mesures du plan de relance en général se l'approprient et la traduisent dans leur quotidien en décrispant leur épargne, la tournant vers la consommation ou l'investissement plutôt que de la réduire à une épargne de précaution, stérile pour l'économie.

**Les quatre enjeux**  
**du monde de demain**



Comment être en confiance si nous sommes incapables de nous projeter dans le futur ? Nous évoluons dans un monde d'une complexité inouïe. Malgré des siècles d'évolution de la pensée économique, d'expérimentations de politiques publiques et d'évaluations toujours plus fines, chaque nouvelle crise induit une remise en question. Cette crise en est un exemple par excellence. Surgissant dans un contexte de "nouvelle normalité" suite à la crise de 2008, elle frappe de plein fouet tous les aspects de nos vies sociales, de nos économies, et ce au niveau mondial. Plombées par des taux d'intérêts au plus bas, un chômage persistant, des innovations qui n'offrent pas les rendements attendus et le vieillissement démographique, les prévisions de croissance atones mettent à mal notre confiance dans le futur.

Alors, comment nous projeter dans ce monde de demain qui peut paraître si complexe, presque hostile ? En comprenant les principales mécaniques à l'œuvre, en déterminant les mouvements de fond qui meuvent nos sociétés, ce qui nous permettra de comprendre les leviers dont nous disposons pour aller de l'avant avec sérénité. C'est ainsi que nous avons déterminé les quatre enjeux qui structureront notre monde de demain.

#1

## **Retrouver la croyance dans le progrès**

Le XXIème siècle sera celui de la technique. Il nous est donc nécessaire de renouer avec une culture technique et scientifique. La France est sur ce point en retard par rapport à ses ambitions dans l'industrie, dans les sciences et plus largement dans sa culture. Ce désamour pour les techniques se retrouve dès la formation initiale, comme en témoignent les faibles scores de la France dans les classements PISA. Une situation d'autant plus paradoxale que ces secteurs techniques sont en grande demande de main d'œuvre alors que les craintes d'un taux de chômage important se matérialisent. C'est une transformation profonde de nos sociétés civiles que nous devons effectuer, rétablir des échanges entre les acteurs des sciences, de l'industrie, des services pour créer des synergies, favoriser l'innovation et la transmission de savoirs dans différents domaines et partout en France. Souvenons-nous de l'essor des sociétés savantes à travers tout le territoire national au XVIIIème siècle. Plus que de simples clubs de réflexions, elles représentaient un formidable lien entre les grands courants d'innovations relayés à Paris ou dans les autres capitales européennes, et leurs applications locales. Ce mouvement a été un important catalyseur du développement local de nombreux territoires français. Si nous voulons que la France embrasse pleinement son avenir, il nous est capital de réussir à mobiliser la formation, la recherche mais également la puissance publique, les entreprises et toute la société civile afin de changer les mentalités et d'offrir des emplois à la fois porteurs pour la société et bien valorisés pour les ménages.

Aussi, nous devons retrouver le désir de produire. En effet, la France qui fut à la pointe des révolutions industrielles des années 1780 aux années 1980 est en 30 ans devenue un désert industriel. La France passe de producteur à simple intermédiaire qui a abandonné l'industrie au profit d'une économie basée uniquement sur les services. Or, depuis 10 ans, nous nous apercevons que cette action de produire, qui avait en fait accompagné le développement de nos sociétés depuis

des siècles, était à l'origine du surplus de richesse. Et qu'en cela nous devons retrouver le désir de produire et adapter notre offre productive pour nous inscrire comme un acteur majeur des changements technologiques et numériques en cours. Cela s'accompagne bien sûr d'une réflexion sur les qualifications avec l'idée forte de renouer avec la culture scientifique, d'une refonte de la fiscalité sur la production, d'une stratégie en termes de relocalisations, d'investissements publics et privés. La crise que nous traversons et les bouleversements techniques que nous connaissons sont l'occasion de relancer un vrai projet industriel en France. Et c'est là l'une des ambitions du plan France Relance.

**#2**

## **Éviter la fracture sociale entre les détenteurs de patrimoine et les ménages reposant sur les revenus du travail**

Avoir confiance dans notre société demande de la cohésion sociale à long terme. Nous devons donc prendre conscience du risque inédit d'accroissement des inégalités entre les ménages qui détiennent du patrimoine et ceux dont les revenus proviennent uniquement de leur travail. Ce phénomène est directement lié aux mesures prises par la Banque Centrale Européenne pour lutter contre la crise de la covid, des mesures nécessaires mais dont il faut mesurer la portée dès à présent. Le renforcement des politiques monétaires non conventionnelles peut avoir des effets dramatiques, car elles impliquent un accroissement massif des liquidités sur les marchés des actifs financiers et immobiliers. Cet afflux de liquidités entraînera certainement une hausse très importante du prix de ces actifs donc de la richesse de ceux qui les possèdent. D'un autre côté, pour les ménages dont les revenus viennent uniquement du travail, les perspectives sont bien moins optimistes, au vu du contexte déjà décrit de croissance atone et de hausse inexorable du chômage. Ce risque de fracture entre les français qui détiennent du patrimoine et ceux qui n'en ont pas est vraisemblablement le principal danger de l'explosion sociale car ce décalage entre valorisation du patrimoine et revenu du travail risque de prendre une ampleur jusqu'ici inconnue.

**#3**

## **Inventer un nouveau modèle européen**

Prendre en main notre avenir ne se fera pas seul non plus. Au vu des dérèglements mondiaux à l'œuvre, aussi bien économiques, que géopolitiques, sociaux ou encore commerciaux, des tensions croissantes entre la Chine et les Etats-Unis, l'Europe a l'opportunité de se placer au centre du multilatéralisme et d'être le socle de valeurs universelles. Ce socle repose sur la solidarité transnationale, l'aide aux pays émergents et en difficulté, la protection sociale et le respect des libertés de ses citoyens.

Pour autant, cela ne sera possible que si l'Europe se réinvente et arrive à trouver un modèle innovant entre le fédéralisme et l'union commerciale et économique. Le plus important reste de bâtir une puissance européenne, maîtresse d'une politique fiscale, sociale et à la pointe de l'innovation, qui montre l'exemple et rivalise avec les autres puissances économiques, tant au niveau des Etats que des grandes entreprises du numérique qui menacent nos libertés. Comme pour notre modèle économique et social, l'objectif ne doit pas être de retrouver la coopération européenne que nous avons pu connaître. Nous devons là encore nous inscrire dans une optique de rupture, et inventer un nouveau modèle européen.

#### #4

### Financer l'économie de long terme

Appréhender ce monde de demain, c'est aussi réinvestir l'idée de futur. Si nous voulons construire notre avenir, il convient d'allonger considérablement nos horizons temporels, en particulier ceux des investisseurs. En effet, leur exigence de rentabilité est aujourd'hui très élevée, ce qui les pousse à ne se focaliser que sur le court terme, le long terme ne proposant pas de tels taux de rentabilité. Si nous voulons financer le monde de demain, nous devons réussir à susciter l'intérêt des investisseurs pour ces projets de long terme. Cela nous demandera des réformes structurelles, profondes, de nos institutions, et pourra être mis en œuvre notamment par le développement de financements mixtes publics-privés. Une banque publique peut effectivement apporter le financement en dette, car son exigence de rentabilité du capital est plus faible que le secteur privé, par sa nature et du fait qu'elle se refinance sur les marchés financiers à des conditions favorables grâce à une garantie de l'Etat. D'autre part, une entreprise peut venir compléter cet investissement, avec un apport en financement en fonds propres. Il est ainsi possible de concilier les attentes de rentabilité en capital à la fois de la banque publique et des investisseurs privés, tout en finançant de nouveaux projets sur le long terme.

Cette transformation de nos économies vers le long terme ne peut se faire non plus sans une évolution profonde des institutions publiques. L'Etat doit retrouver son rôle de stratège de long terme et permettre au secteur privé, aux entreprises, mais également aux ménages de comprendre quel est le projet de long terme auquel notre société prétend. Les moyens qui seront alors mis en œuvre, les secteurs identifiés et les investissements engagés seront une traduction plus concrète de ces aspirations, que le reste de la société pourra suivre. Parmi ces orientations, il est essentiel que la puissance publique prenne en main la question écologique. Il s'agit d'un enjeu encore trop complexe et coûteux pour que le secteur privé se l'approprie dans son intégralité. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons permettre à dix milliards de personnes de vivre ensemble.

**Nos propositions  
pour compléter le  
plan France Relance**



Il nous semble que, malgré son ambition financière, le plan de relance du gouvernement, France Relance, mérite d'être complété. Comme nous l'avons déjà évoqué, France Relance est essentiellement un plan d'offre, d'investissements considérables dans des outils qui sont, pour la majeure partie, déjà existants. Ces mesures, qui sont un pari sur l'avenir, sont pour partie les bienvenues, et s'inscrivent dans une optique positive de long terme. Mais elles ne suffiront pas à rétablir la confiance.

Les propositions que nous avons avancées lors des Rencontres Économiques d'Aix-en-Seine de juillet 2020 étaient en cela plus ambitieuses qu'elles portaient sur des changements de structures, sur l'évolution des institutions et la création de nouveaux outils afin de créer de nouveaux liens entre acteurs et à différents horizons temporels, permettant une action publique et privée plus efficace.

**Nous faisons donc 10 propositions qui donnent corps aux 6 axes de politiques suivants :**

- #1 Priorité à la jeunesse**
- #2 Redonner à l'Europe et la France un leadership technologique**
- #3 Financer les TPE, PME et ETI**
- #4 Réorganiser la dépense publique**
- #5 Réinjecter l'épargne dans le circuit économique**
- #6 Prévenir une nouvelle crise sociale**

## **AXE #1** **Priorité à la jeunesse**

### **PROPOSITION 1**

Accompagner la hausse du nombre de places dans le supérieur d'une rémunération à la hauteur du RSA pour les jeunes en fin d'étude et ayant des moyens limités. En plus de cela, revaloriser la rémunération du service civique pour la porter à 800€.

### **PROPOSITION 2**

Mettre en place une politique de logement pour les jeunes, notamment en supprimant la TVA pour la première acquisition.



## **AXE #2**

# **Redonner à l'Europe et à la France un leadership technologique**

### **PROPOSITION 3**

Au niveau européen, créer des agences européennes de recherche et développement duales, civiles et militaires, sur le modèle des DARPA et BARDA américaines dans les domaines de la défense, de l'énergie, du numérique et de la santé. Ces agences seront accompagnées d'un plan d'investissement au niveau européen d'une ampleur sans précédent, de 500 milliards d'euros, non seulement dans le numérique mais aussi et surtout dans l'intelligence artificielle. Ce plan doit être complété de mesures adaptées aux GAFAM américains et BATX chinois.

### **PROPOSITION 4**

Mettre en œuvre une politique écologique européenne en s'appuyant sur une batterie d'instruments et de technologies disponibles, avec notamment l'application d'une taxe carbone aux frontières.

### **PROPOSITION 5**

Dans le cadre du dynamisme technologique européen, favoriser les relocalisations à haute valeur ajoutée, en s'appuyant comme aux États-Unis, sur des écosystèmes type pôles de recherche et compétitivité, et relancer vraiment le Programme d'Investissements d'Avenir.

## **AXE #3**

# **Financer les TPE, PME et ETI**

### **PROPOSITION 6**

Aller beaucoup plus loin que le plan de relance sur le montant d'instruments de transformation en quasi fonds propres de la dette et se fixer en 5 ans l'objectif d'aligner les impôts de production français à ceux pratiqués en Allemagne.

#### **AXE #4**

### **Réorganiser la dépense publique**

#### **PROPOSITION 7**

Se préparer à une maîtrise de la dépense publique à moyen terme pour diminuer la dette structurelle et, dans la continuité de la LOLF, modifier la logique de fonctionnement de la dépense publique en privilégiant une logique de résultats plutôt que de moyens.

#### **AXE #5**

### **Réinjecter l'épargne dans le circuit économique**

#### **PROPOSITION 8**

Multiplier les incitations à la consommation en instaurant un abondement de l'État dans les titres-restaurant et en généralisant ce « pass-consommation » aux secteurs en difficulté comme le tourisme, la culture et les loisirs.

#### **AXE #6**

### **Prévenir une nouvelle crise sociale**

#### **PROPOSITION 9**

Rendre obligatoire le chèque syndical dans les entreprises, en généralisant les mécanismes de participation, intéressement et actionnariat salarié et en octroyant aux salariés 30% des sièges dans les conseils d'administration.

#### **PROPOSITION 10**

Lutter contre la pauvreté avec la création d'une allocation unique universelle qui regroupe toutes les prestations sociales existantes, mais aussi en augmentant le minimum vieillesse. Enfin, pour lutter contre la précarité des jeunes, créer une allocation pour les NEETS, les jeunes de moins de 25 ans qui ne sont ni en situation d'emploi, d'éducation ou de formation.

Retrouvez tous les replays des #REAix20 sur :

[lesrencontreseconomiques.fr](https://lesrencontreseconomiques.fr)

Le **Cercle des économistes** est un cercle de réflexion, fondé en 1992, à l'initiative de Jean-Hervé Lorenzi, qui réunit une trentaine d'économistes et d'universitaires. Sa mission est d'organiser et de promouvoir un débat économique ouvert et accessible à tous. Ses membres se distinguent par des approches et des compétences différentes, garantissant ainsi la richesse et la pluralité des débats. Le Cercle des économistes organise différents événements annuels dont les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence.

Pour en savoir plus :

[lecercladeseconomistes.fr](https://lecercladeseconomistes.fr)

